

Enbat

L'évêque de Donosti
contesté

HEBDOMADAIRE
POLITIQUE BASQUE
24 décembre 2009
N° 2108
1,30 €

La grande déception



ISSN 0294-4596
9 1770294 459006



Le temps des citoyens

QUI oserait affirmer aujourd'hui que le combat pour la reconnaissance identitaire et territoriale de l'Écosse ou de la Catalogne a pâti de l'absence d'une lutte armée de libération nationale? Qui peut prétendre que les droits des peuples catalan et écossais sont actuellement moins bien défendus que ceux du peuple basque? Que leurs revendications sont moins radicales, que l'adhésion de la population y est moindre et que le degré de confrontation avec l'État central y est inférieur? Au regard des événements de ces dernières semaines, peu de monde, semble-t-il. Par ce questionnement, l'objectif recherché n'est pas de nier, ou de renier, l'apport fondamental du Mouvement de libération nationale basque, mais plutôt d'inciter à la réflexion sur l'état des lieux du combat abertzale en Pays Basque, en se penchant sur les faits avec attention, en comparant ce qui est comparable, sans aboutir à des conclusions catégoriques ou des généralités qui ne tiennent pas compte de la complexité de la question.

Alors qu'ETA se mure depuis le début de l'automne dans un silence des armes et des communiqués assez étonnant —certainement révélateur de la situation dans laquelle il se trouve— quelques réflexions ont ça et là déjà commencé à fleurir, tirant un bilan à chaud de quarante années de lutte armée en Pays Basque. Manière détournée de faire basculer ce pan de notre Histoire contemporaine dans le passé, de considérer que la page est tournée. Pourtant, si bilan il doit y avoir, il ne peut faire l'impasse sur la part d'ombre occasionnée. Si la lutte d'ETA a contribué au combat abertzale, elle en a également été l'une des entraves principales, suscitant de cruelles divisions. Sa pratique a fait naître un certain nombre de problèmes qui dépassent le simple débat moral ou éthique. Car depuis plus de dix ans, la remise en cause est d'ordre stratégique. Le bilan de son activité dans la décennie 2000-2009 est tout simplement catastrophique. Ces derniers temps l'organisation, qui s'est toujours pensée avant-gardiste, est devenue le symbole du conservatisme le plus caricatural: durer pour exister, pour conserver l'emprise qu'elle exerce sur une partie du monde abertzale. Durer, tout en sachant que la bataille est perdue sur les fronts militaire, idéologique, médiatique et international.

Si les déclarations et les signes montrés ces dernières

semaines peuvent inciter à l'optimisme, il faut pourtant se garder de pousser le «ouf!» de soulagement trop tôt. D'une part parce qu'ETA n'a toujours pas communiqué à propos des propositions formulées par Batasuna et d'autre part, parce que les embûches et les pièges tendus par l'État espagnol sont d'ores et déjà nombreux pour empêcher la gauche abertzale de sortir la tête de l'eau.

Il est pourtant plus que temps de lever les yeux pour regarder ce qu'il se passe chez nos voisins en lutte. Là-bas, le débat est initié ou mené par les partis politiques, les organisations syndicales ou associatives, ce qui est naturel puisque c'est leur raison d'être. En Catalogne, les organisations politiques, parfois empêtrées dans des alliances compliquées, sont dépassées par la société civile qui s'empare du débat et lui donne une envergure autrement plus légitime. Et le gouvernement central, pris de court, hésite sur la réponse à donner. Chez les Basques, c'est plus facile: on envoie la garde civile, on rabote les élections! Mais en Catalogne où la revendication est pacifique et citoyenne, comment agir de la sorte sans être démasqué?

Là-bas, la question nationale catalane elle-même est reléguée à un second plan derrière le débat institutionnel: les abertzale catalans, logiquement à la pointe du combat, ne sont pas les seuls à revendiquer plus de droits pour leur territoire: ils sont rejoints par de très nombreux habitants non-abertzale. L'exercice éminemment civique du vote s'est déroulé jusque dans les mosquées et les abbayes. Preuve que le sentiment national et la citoyenneté, quoiqu'en partie liés, ne sont pas synonymes. Que l'État-nation n'est pas le seul modèle pertinent.

L'idée n'est pas encore claire mais pourtant, c'est bien de cela qu'il s'agit: les habitants d'un territoire anciennement organisé, marqué par une identité séculaire à laquelle ils n'appartiennent pas forcément, ressentent le besoin de s'émanciper de la tutelle d'un État considéré comme une entrave et un frein puissant à leur épanouissement. La question institutionnelle n'appartient pas aux abertzale qui pourtant sont les premiers à l'avoir posée. Elle appartient aux habitants, à tous les habitants du territoire concerné, sans distinction d'appartenance nationale. Voici venir l'avènement du temps des citoyens.

Kopenageko izpiritua

GURE ordua da... Lema hau entzun dugu Euskal Herrian duela urte batzu orain, funtsean, ez aldi bat bakarrik. Aldi guziz, tronpatzen ginen, ez zen oraindik gure tenorea... Zurrumurru batzuek diote heldu den urtean duela aspaldi idurikatzen dugun berria etorriko dela. Maniobra handiak hasi dira polo soberanista bat plantan edo marxan ezartzeko. Senditzen da polo horren lemakana eskuan ukaiteko ez direla bukatuak eztabaidak eta sukaldeko lanak. Euskal Herrian pasatu diren azken hamarkadak ikusi eta gero, pentsatzen ahal da bi bide nagusi direla azken ordurat heltzeko. Azken egun hauetan Kopenagen pasatu diren gertakariak adibide on bat bezala ikusten ahal dira. Entzuten da usu Euskal Herriak gaur egun ezagutzen duen egoera larria dela eta bidegurutze batean kokatzen girela; Kopenageko bileran

ere entzuten zen Ama Lurra aldaketa klimatikoarengatik bidegurutze batean zela. Hor ere, bi bide nagusi baziren: edo bakoitzak bere interesak kontutan hartzen zituen elgarren arteko helburuak ahantziz, edo bakoitzak aniztasun orokor bat errespetatzen zuen helburu amankomun batetarat arribatzeko. Beren interes partikularrak ezin gaintuz, estadoak (gehienak munduan diren azkarrenak) ez dira arribatu aterabide zuzenak hartzerat eta separatu dira joan den ostiralean prediku pollit batekin bainan urrats konkreturik gabe. Aldi berean, parean atzematen ziren mundu osoko elkarteak, sindikatuak, herri mugimenduak; horiek beren ahotsa entzunarazi dute ideien aldetik aniztasun bat erabiliz helburu bakar baten zerbitzuko. Euskal Herrian, argi da orain abertzaletasunaren zati handia-

(Segida hamabigarren orrialdean)



L'agriculture paysanne contre le réchauffement climatique



... et réjouit que le parlement catalan ait accepté de débattre d'une initiative législative populaire, ayant recueilli 180.000 signatures, réclamant l'interdiction des courses de toros dans toute la Catalogne. Le vote définitif est fixé au printemps. Décidément les Catalans ne veulent vraiment plus être espagnols!

... pas tant que ça de l'apostrophe de l'ancien premier ministre espagnol Aznar suite au référendum indépendantiste catalan: «L'Espagne est en état de dissolution à cause de l'affaiblissement de l'identité nationale». Pour être sous les feux de la rampe, le Charlot espagnol accepte d'être lucide...

... pas tant que ça que Benoît XVI ait déclenché l'ouverture d'une cause en béatification de deux de ses prédécesseurs Jean-Paul II et Pie XII, malgré, pour ce dernier, son coupable silence sur la Shoah. Le coq de St-Pierre ne s'arrête plus de chanter.

... que l'ancienne ministre des Affaires étrangères d'Israël, Tzipi Livni ait annulé sa visite à Londres de peur que les autorités britanniques la retiennent en application du mandat d'arrêt international lancé contre elle pour crimes de guerre lors de l'agression militaire à Gaza. Ça vous la coupe hein!

... et réjouit de l'initiative de SOS Racisme lançant une pétition demandant l'arrêt du débat sur l'identité nationale. La gauche en a assez et même à droite des voix s'élèvent dans ce sens telles celles de Juppé, Villepin, Barouin etc. Même les préfets en ont ras la casquette!

... que malgré l'unanimité des apiculteurs contre l'insecticide «Cruiser» faisant courir un danger mortifère à leurs ruches, le ministère de l'Agriculture en prolonge l'autorisation à la vente pour un an. Un miel vaut mieux que deux tu l'auras!

... pas tant que ça que le dernier sondage d'Euskobaremetro auprès de 1.200 personnes dans la Communauté autonome d'Euskadi révèle que 71% ont peu ou pas confiance dans le gouvernement basque du socialiste Patxi Lopez et que 23% en sont satisfaits. On savait bien ce gouvernement minoritaire, c'est confirmé!

L'AGRICULTURE est une activité émettrice de gaz à effet de serre avec 17 à 32% des émissions mondiales. L'utilisation croissante d'énergie directe (fuel, gaz, électricité) ou indirecte (énergie qui a été utilisée pour fabriquer les machines, engrais, produits chimiques, etc.), le travail du sol (labour), la déforestation, les élevages intensifs, les engrais chimiques et en particulier l'azote, les transports,



l'utilisation des pesticides, le méthane dégagé par les ruminants sont des secteurs liés à l'activité agricole et responsables des gaz à effet de serre. Cet impact de l'agriculture est plus ou moins important selon les types d'agriculture. En retour, l'impact du réchauffement climatique sur l'agriculture est également important. Il jouera sur la température à la surface du sol, sur les écarts de températures saisonnières, sur des événements climatiques extrêmes (inondations, sécheresse, tempête...) sur la ressource en eau (pluviométrie modifiée, fonte des neiges...). Tout ceci modifiera la quantité et la qualité des productions agricoles et favorisera le développement de certains parasites...

Notre courant paysan a rajouté l'impasse climatique

Mais si l'agriculture se classe au niveau mondial parmi les plus grands émetteurs de GES, elle présente une capacité très importante de stocker du carbone par la séquestration des sols qui permettrait de réduire ses émissions de CO₂ de 89% et le méthane de 9%. Enfin selon ce type d'agriculture développé, ses émissions de gaz seront plus ou moins importantes. Ici aussi, l'agriculture paysanne et durable s'avère bien compétitive.

Dans les années 80, lorsque notre

Michel Berhocoirigoin

courant paysan a développé le concept d'agriculture paysanne, c'est d'abord en tant que réponse ou alternative à une agriculture intensive, productiviste et industrielle qui nous emmène collectivement dans une impasse économique, sociale technique et écologique; on aurait rajouté aujourd'hui: impasse climatique. Mais les effets d'une agriculture intensive où le climat n'est qu'une déclinaison de l'ensemble de ses effets négatifs. Ensuite, la définition de l'agriculture paysanne est passée d'une définition par la négative (agriculture contraire à l'agriculture intensive, productiviste), à une définition positive: l'agriculture qu'on veut développer. C'est ainsi que, au fil de travaux menés par des groupes de paysans avec la contribution de chercheurs, d'universitaires et de compétences spécialisées dans des domaines bien précis, l'agriculture paysanne a été inscrite dans la définition universelle du développement durable, économiquement efficace, socialement équitable et respectueuse de la nature.

Avec l'acquisition des connaissances sur les causes et les effets du changement climatique, et sur la responsabilité de l'agriculture dans ce phénomène, l'agriculture paysanne et durable apparaît incontestablement performante dans la réduction des émissions de GES, dans le stockage du carbone, et dans une capacité à s'adapter à ces changements en cours. Cette performance de l'agriculture paysanne apparaît très concrètement à plusieurs niveaux. Prenons un exemple pour comprendre: celui de l'utilisation de l'énergie solaire plutôt que l'énergie fossile. Un des principes de l'agriculture paysanne et l'utilisation des ressources abondantes et l'économie des ressources rares. L'énergie solaire est l'énergie lumineuse qui tombe sur les végétaux, et ces végétaux transforment cette énergie lumineuse en énergie alimentaire. Chaque fois qu'un sol est nu, cette énergie lumineuse est perdue d'un point de vue alimentaire. Si je fais du lait de vache avec de l'herbe, des prairies à moyenne ou longue durée, mon sol est couvert de végétaux en permanence capables de capter l'énergie solaire. Si ce couvert végétal est un mélange de graminées et de légumineuses capables de capter l'azote de l'air et s'il est pâturé par mes animaux, le bilan est excellent: pas d'énergie fossile pour labourer tous

les ans mon champ, pas d'énergie fossile pour fabriquer l'azote minéral et le transporter chez moi, pas d'énergie fossile pour aller chercher la nourriture, la distribuer à l'étable et ramener les déjections au champ, puisqu'avec la pâture ce sont les vaches qui se chargent de faire toutes seules, tout ça... On voit bien, uniquement sur le rapport énergie solaire/énergie fossile, la différence entre un système herbe pâturé et un système ensilage de maïs intégral. Ici je n'ai pris en compte que l'aspect énergétique, on pourrait faire la même démonstration, dans le même exemple par rapport aux autres GES émis par chacun des deux systèmes cités (GES liés au travail du sol, etc.) Cet exemple montre, dans l'absolu, les énormes différences entre deux logiques. Dans les faits, on peut ne pas être à 100% d'un côté ou de l'autre. On peut être dans un système herbe où l'introduction du maïs peut être intéressant dans une rotation.

La meilleure performance de l'agriculture paysanne

Sans les développer, citons ici d'autres thèmes qui mettent en évidence la meilleure performance de l'agriculture paysanne par rapport aux enjeux liés au changement climatique:

- L'adaptabilité, avec la diversification des cultures en fonction des réalités du territoire, du sol, du climat.
 - L'autonomie et l'économie dans les systèmes de production avec moindre consommation d'engrais chimique, de pesticide etc.
 - Machinisme de plus faible puissance.
 - Recherche de circuits de commercialisation plus courts.
 - Moins de labour et de travail du sol.
 - Entretien et conservation des prairies.
 - Augmentation de la matière organique des sols qui favorise le captage du carbone.
 - Préservation de la biodiversité.
 - Production de légumineuses plutôt l'importation du soja du Brésil. Etc.
- Pour que l'agriculture contribue à lever le défi climatique, il faut développer les logistiques techniques, la recherche, le développement, la formation... mais il faut aussi mobiliser les outils politiques, l'orientation des finances publiques, etc. Dans ce domaine, c'est comme partout, les conditions politiques sont autant incontournables que les conditions techniques.



Plus des trois-quarts des prêtres du Gipuzkoa rejettent publiquement la nomination de leur nouvel évêque

Mgr José Ignacio Munilla fait partie de la fraction la plus réactionnaire de l'Église espagnole

85 des 110 curés de la province, soit plus de 77% d'entre eux, ont rendu public le 15 décembre un manifeste qui fait grand bruit. Pour la première fois dans l'histoire du diocèse, ils expriment officiellement leur désaccord avec la nomination de leur nouvel évêque pour des raisons de doctrine religieuse et de «*ligne pastorale*». Monseigneur José Ignacio Munilla, actuellement évêque de Palencia, doit occuper le siège laissé vacant par Mgr Juan Maria Uriarte le 9 janvier prochain.

Le manifeste fait des vagues dans la mesure où il est signé par des ecclésiastiques très connus de grandes paroisses du Gipuzkoa et par 11 sur 14 archiprêtres. Leur texte s'en tient à des considérations purement religieuses et non pas politiques, comme l'affirme la droite espagnole. «*Nous ressentons cette nomination avec une profonde douleur et une grande inquiétude*», écrivent les prêtres qui parlent «*d'un désaveu évident de la vie ecclésiale de notre diocèse, d'une initiative destinée à changer son orientation*». Les signataires réaffirment leur «*adhésion à la ligne pastorale forgée dans notre diocèse et fidèle à l'esprit de Concile Vatican II*». Ils ajoutent: «*Nous déplorons profondément que sur une question aussi essentielle, on ne tienne pas compte et l'on ne respecte pas la sensibilité de notre Église*». Pour eux, «*la trajectoire pastorale de José Ignacio Munilla est parfaitement connue et marquée par le désaccord avec la ligne pastorale du diocèse*».

Chroniqueur à ABC

En effet, le nouvel et jeune évêque basco-phoné né à Donostia en 1961, se forma au séminaire de Tolède, puis fut nommé à la tête de paroisse de Zumarraga en Gipuzkoa. Il occupa une chronique de catéchèse sur *Radio Maria Espana* et écrivit de très nombreux ar-

ticles dans le journal néo-franquiste *ABC* ou encore dans les revues *Religion et liberté* ou le supplément *Foi et raison*. Il est responsable de la pastorale nationale de la jeunesse au sein de la Conférence épiscopale espagnole.

Alors qu'il était en poste à Zumarraga,

groupe appelé Loyola. Durant ces années, Munilla resta délibérément sourd aux directives de son évêque et nombre de signataires du manifeste actuel envisagent demain de lui rendre la monnaie de sa pièce, s'il prend quelque mesure autoritaire.

sur la place des laïcs et des femmes pour suppléer au manque de prêtres (1), l'homosexualité, le droit à la vie, la catéchèse, etc. On se souvient que Mgr Aillet, le nouvel évêque de Bayonne, et quelques-uns des «*jeunes loups*» qui l'entourent, se sont brillamment illustrés dans ces domaines en défrayant la chronique. Il s'agit donc d'un phénomène assez général de reprise en main de l'église par sa tendance la plus conservatrice, voire frisant l'intégrisme.

Mise au pas

Comme il se doit, le phénomène s'accompagne en Pays Basque d'un affrontement sur la question nationale. On connaît la vieille revendication jamais satisfaite de création d'un diocèse propre aux sept provinces. Les partis politiques espagnols, comme la hiérarchie de l'Église, reprochent au clergé basque le fait qu'il soit abertzale et indépendantiste, ou encore «*terroriste, du côté des assassins et non pas des victimes*». Les seules voix qui se sont élevées en Gipuzkoa en faveur de la nomination de José Ignacio Munilla proviennent du PP, ainsi la présidente du parlement basque Arantza Quiroga sympathisante connue de l'Opus Dei, ou encore le président local du parti, Antonio Basagoiti qui affirme sans rire: «*J'ai l'impression qu'ils l'ont crucifié avant même qu'il ne soit arrivé*».

La nomination de ce nouvel évêque à Donostia confirme la reprise en main du Pays Basque par la hiérarchie catholique, entamée avec l'arrivée de l'évêque de Bilbao Ricardo Blazquez en 1995, puis de son évêque auxiliaire Mario Iceta voici un an. Au Nord comme au Sud des Pyrénées, la mise au pas de l'Église basque avance, plus déterminée que jamais.

(1) Plus de 8.000 laïcs sont engagés au service des paroisses du Gipuzkoa.



Mgr José Ignacio Munilla, nouvel évêque de Gipuzkoa

José Ignacio Munilla a laissé le souvenir d'un prêtre en complet désaccord doctrinal avec ses collègues et son évêque de l'époque. Il déconseillait fortement aux jeunes gens ressentant l'appel de Dieu, d'aller se former au séminaire de Saint-Sébastien qui ne lui paraissait pas dispenser la bonne doctrine. Le travail pastoral auprès de la jeunesse mis en œuvre dans la province avec les familles et un matériel commun ne lui paraissant pas bon, il créa son propre

L'église du Gipuzkoa est connue depuis des décennies pour son indépendance d'esprit, son ouverture, son opposition à la hiérarchie catholique ultra-conservatrice espagnole représentée par le président de la conférence épiscopale Antonio Maria Rouco Varela dont José Ignacio Munilla est proche. Il lui doit sans doute sa fulgurante carrière. Les divergences de fond sont celles qui apparaissent partout dans l'Église depuis l'élection de Benoît XVI. Elles portent

preso

■ **Irrintzi: ils étaient deux.** Est-ce la fin du mystère entourant le groupe clandestin Irrintzi? Depuis quelques années, une campagne à caractère violent se développait dans la région sur le thème «*Euskal Herria ez da salgai*». A partir d'avril 2006, une trentaine d'attentats visaient des emblèmes touristiques, des agences immobilières, mais aussi des postes de police et même... la gare de Boucau, la voie ferrée à Ondres, ou le Centre européen de rééducation de sport à Capbreton!

A la suite d'une enquête minutieuse portant sur des téléphones portables,

des traces ADN sur les engins explosifs, des surveillances de terrain, la police est remontée à un habitant d'Avon (Seine-et-Marne), Stéphane Callou, à son cousin d'Anglet, Sébastien Callou, auquel il rendait visite au moment des vacances —époque de plus grande fréquence dans les attentats—, et à leur ami de Biarritz Lionel Labeyrie. Les trois hommes, âgés de 22 ans, ne sont guère connus des milieux abertzale.

La perquisition chez le premier aurait permis la découverte d'armes. Une garde à vue démarrée lors des arrestations le 17 décembre, s'est poursuivie dans

les locaux parisiens de la Section anti-terroriste. A l'issue de la garde à vue Sébastien Callou a été mis hors de cause. La seule réaction le lendemain a été un communiqué d'Askatasuna.

■ **Pour Egunkaria.** Le procès des cinq responsables du quotidien interdit *Egunkaria* s'est ouvert le 15 décembre à l'Audiencia nacional de Madrid. Les accusés ont dénoncé d'entrée leurs conditions d'arrestation il y a sept ans. Violences, tortures, incarcérations. Depuis le parquet a abandonné ses poursuites, mais les gardes civils de début

ont maintenu leur thèse: s'exprimant comme experts (!), ils considèrent qu'*Egunkaria*, c'est ETA. D'où l'inquiétude quant à l'issue de ce procès, voulu par les associations d'extrême-droite. Le samedi 19 décembre, une gigantesque manifestation populaire s'est déroulée à Bilbao, en soutien à ces journalistes euskalazale menacés d'années de prison. Tout le monde politique abertzale était là, y compris les trois derniers Lehendakari, les syndicats, les acteurs du monde culturel et de la langue basque, des deux côtés de la frontière.

Gilles Perole, Adjoint à l'enfance et à l'éducation, en charge de la politique vélo à la Ville de Mouans-Sartoux

Mouans-Sartoux, l'exemple à suivre!

Du "Vélobus" à la régie communale de production de légumes bio et de proximité, deux exemples d'une commune qui montre que la relocalisation du politique et de l'économique, c'est possible !



Exemple de ramassage scolaire en vélo nommé «vélobus», encadré par des bénévoles (parents, enseignants, élus, responsables associatifs...)

Après l'interview de l'adjointe au maire de Mouans-Sartoux⁽¹⁾, (voir l'article de Marie-Louise Gourdon sur le blog d'Alda! du mois d'août), nous donnons la parole à Gilles Perole, adjoint en charge de l'enfance et de l'éducation dans cette commune, qui comme le disait Serge Latouche lors de sa conférence à Bayonne, en juin dernier, est un bon exemple de relocalisation du politique et de l'économique.

Politique de "déplacement actif"

A Mouans-Sartoux, nous sommes attachés à l'environnement et à l'implication de la population. Nous sommes convaincus aussi que ce sont les jeunes d'aujourd'hui qui, si nous réussissons leur éducation, construiront un monde meilleur pour demain. Alors, quand au printemps 2001 le conseil Régional est venu nous proposer d'expérimenter une nouvelle action dénommée «*Marchons vers l'école*», nous avons tout de suite adhéré au projet.

Cette action propose d'organiser des ramassages scolaires à pied nommés «*pédi-bus*», ou en vélo nommés «*vélobus*», encadrés par des bénévoles (parents, enseignants, élus, responsables associatifs...).



"Mouans-Sartoux herriak gaur egun lortu du eskoletarako garraioak ia %43an modu aktiboan (ibiliz edo txirrindulaz) egitea"

En octobre 2001 nous avons donc été la première ville de France, avec Carpentras, à participer à la journée internationale «*Marchons vers l'école*». Un comptage avant l'opération avait recensé 22% des enfants se rendant quotidiennement à l'école à pied ou en vélo. Ce jour là 54% des enfants se sont rendus à l'école à pied ou en vélo !

Alternative à la voiture sur la commune

Voici comment a commencé notre action pour mettre en place une alternative à la voiture sur la commune.

Ces ramassages scolaires en mode actif (marche et vélo) ont été progressivement pérennisés permettant d'obtenir une moyenne quotidienne de 43% d'enfants (le double du nombre initial) se rendant à l'école à pied ou en vélo.

Cette action simple à mettre en place et ne nécessitant pas de budget spécifique a un impact évident sur l'environnement en réduisant le nombre de voitures utilisées mais elle permet également de sécuriser les abords des écoles en diminuant le nombre de véhicules mal stationnés.

Par ailleurs marcher ou pédaler est bon pour la santé et permet d'arriver à l'école bien réveillé prêt à travailler !



Gilles Perole

Dernier intérêt, loin d'être négligeable, la convivialité qui existe dans ces ramassages scolaires ! Du lien social se crée on discute avec ses voi-

sins, enfants et adultes. Certaines familles ont même organisé des pédibus pour se rendre aux activités de loisirs de leurs enfants !

Elaborer un schéma directeur des pistes cyclables et chemins piétonniers de la commune

Voici pour la sensibilisation des enfants mais aussi des parents. Cette action nous a donné envie d'aller plus loin et de mettre en place une véritable politique de déplacement actif sur la commune. Pour cela un groupe de travail a été constitué pour élaborer dans un premier un schéma directeur des pistes cyclables et chemins piétonniers de la commune.

Objectif mettre en place un maillage permettant de rejoindre l'ensemble des équipements publics de la commune mais aussi la forêt communale et ses dizaines de kilomètres de pistes forestières.

La difficulté que nous rencontrons et la différence de statut des différentes routes qui traversent la ville : certaines sont communales et nous pouvons y développer les projet que nous souhaitons, mais d'autres sont intercommunales ou départementales et là c'est beaucoup plus compliqué car nous n'avons pas toujours les mêmes priorités !

Parallèlement des arceaux de stationnement sont progressivement installés devant chaque bâtiment public.

Intermodalité domicile-travail

Le prochain projet d'envergure est de travailler sur l'intermodalité domicile-travail

En mars 2005, après un long combat le Maire de la commune, André Aschieri, a réussi à faire rouvrir la ligne SNCF Cannes – Grasse. Nous souhaitons maintenant articuler le train avec le vélo pour les trajets domicile travail.

Parking à vélo sécurisé et gratuit

Pour cela dans un premier temps nous ouvrirons en janvier 2010 un parking sécurisé à la gare. Les utilisateurs auront une clé pour accéder à cet enclos fermé, ce service sera gratuit. Ainsi les personnes travaillant à Cannes pourront faire le trajet domicile gare en vélo puis prendre le train. Inversement les personnes venant travailler à la zone d'activité de l'argile à Mouans-Sartoux pourront récupérer le matin leur vélo dans l'enclos et rejoindre leur travail par la piste cyclable aménagée à cet effet.



"Mouans-Sartoux-ren aburuz, ingurumenaren Grenelle-en engaiamenduetarik at praktikara pasatu behar da! "

Dans un deuxième temps nous prévoyons en partenariat avec la région de mettre en place un service de location longue durée de vélo pour effectuer ces trajets. Ces aménagements découlent de demandes d'utilisateurs du vélo que l'on prévoit de regrouper prochainement en comité d'utilisateur.

Un autre projet est en cours de structuration : la mise en place d'une «vélo-école». Epaulés par «le club des villes et territoires cyclables» (associations regroupant plus de 1000 collectivités sur la mise en place de politiques cyclables) nous souhaitons structurer nos actions d'éducation au vélo à destination des enfants et des jeunes mais aussi envers des publics précaires ou handicapés.

Le vélo est un outil d'autonomie, et chacun doit pouvoir apprendre à le maîtriser pour se déplacer en sécurité !

Choix d'une restauration municipale respectueuse de la santé et de l'environnement.

A Mouans-Sartoux⁽¹⁾, la gestion en régie municipale directe, organisée en trois cuisines, une par école, sert 1100 repas par jour. Les repas sont confectionnés le matin pour le repas de midi, ce mode de production «familial» permet de servir des plats plus goûteux avec des textures plus agréables. La ville est extrêmement vigilante sur la qualité des produits.

✓Des repas équilibrés répondant aux objectifs du PNNS (Programme National de Nutrition Santé)

Ville active PNNS, Mouans-Sartoux a modifié progressivement le contenu des repas pour augmenter l'offre de fruits et légumes et diminuer les graisses, le sel et le sucre. La restauration municipale sert trois des cinq portions quotidiennes de fruits et légumes recommandées⁽²⁾. Le pain servi quotidiennement est bio à base de farine de type 80 salé à 18g/kg. Des céréales complètes sont progressivement introduites et diversifiées (quinoa, boulgour, lentilles corail). Des laitages exclusivement bio et naturels ou du fromage sont servis à chaque repas. Les sauces industrielles ont été remplacées par des sauces maisons moins grasses, moins salées et moins sucrées. Des fontaines à eau sont installées dans chaque restaurant

✓Des produits bruts, frais et de saison

Nos petites unités de production facilitent la réalisation de nos recettes à partir de produits bruts et frais. Les légumes frais sont épluchés, les épluchures alimentent d'ailleurs le composte des jardins pédagogiques des écoles, et immédiatement cuisinés. Aucune viande ou poisson reconstitués ou pré-cuisinés ne sont utilisés. Pour limiter à la fois le sucre et les colorants et conservateurs, seuls les laitages naturels, agrémentés de miel, confiture, sirop d'érable, compote sont servis. Les pâtisseries sont maison et nous nous passons de glaces !



Semaine des Collectivités locales pour la nutrition « Mouv'eat », pour valoriser les comportements positifs dans une perspective de développement durable. Compléments d'information sur : www.mouveat.com



"Il ne suffit pas de servir des repas de qualité, il faut aussi qu'ils soient mangés et modélisables en terme de comportement alimentaires par les enfants..." Photo : apéro-légume !

✓ 22% de produits bio dans nos repas

La première introduction du Bio dans nos cuisines remonte à la crise de la vache folle, depuis le bœuf est bio. Progressivement nous introduisons de nouveaux produits. En janvier 2008 le pain, en janvier 2009 les pommes, les salades et les laitages, en janvier 2010 ce sera le tour des pâtes, des céréales, des pommes de terre, des carottes et des compotes pour atteindre 43% (en poids) des produits. Le choix du bio répond à un double objectif : offrir aux enfants des produits respectueux de leur santé et favoriser la production de produits respectueux du développement durable pour faciliter le développement de cette filière. Cependant il faut bien reconnaître deux difficultés importantes, ayant la même origine d'une offre insuffisante, la difficulté de s'approvisionner en filière de proximité et le surcoût⁽⁹⁾. Pour développer les achats de proximité, notre implantation sur la côte d'azur n'est pas facilitatrice, les résidences secondaires poussent plus facilement que les légumes. Cependant pour nous il n'y a aucun intérêt de servir des poires venant d'Argentine, même si elles sont bio. La ville étudie actuellement la mise en place d'une régie de production de légumes pour contourner cette difficulté. L'enjeu est d'embaucher un agriculteur et de produire 30 000kg de légumes pour nos restaurants sur un terrain municipal, ainsi le bio et la proximité seraient respectés et le coût serait contrôlé car non impacté par le jeu de l'offre et de la demande. L'objectif est de servir nos premiers légumes en septembre 2011 !

✓ Un accompagnement éducatif pour une meilleure santé

Il ne suffit pas de servir des repas de qualité, il faut aussi qu'ils soient mangés et modélisables en terme de comportement alimentaires par les enfants... c'est tout l'enjeu de notre accompagnement éducatif. Avec un animateur pour 14 enfants en élémentaire et

un pour dix en maternelle, la commune s'est doté de moyens humains pour accompagner les enfants au cours du repas dans la découverte d'une alimentation équilibrée. Parallèlement des activités pédagogiques sont développées sur le thème de la nutrition : jardins pédagogiques à compostage, activités physiques (jeux, ballades, vélo...), jeux éducatif sur l'équilibre alimentaire et les fruits et légumes de saisons, carnets de suivi individuel...

Comme déjà dit, les enfants sont également sensibilisés aux déplacements actifs et se rendent à pied ou en vélo à l'école dans le cadre d'opérations «marchons vers l'école».

A travers ses choix, Mouans-Sartoux souhaite s'engager pour des actions volontaristes de santé publique. Les maladies liées à l'environnement se multiplient. Au-delà des engagements du Grenelle de l'environnement il faut passer aux actes, si le PNNS permet de prévenir un certain nombre de maladies en promouvant un équilibre alimentaire et une activité physique quotidienne, aucun plan ne permet encore de prévenir les maladies liées à l'environnement et à la manière de produire nos aliments, mais rien n'interdit d'être en avance sur les recommandations.



⁽⁹⁾Mouans-Sartoux ville de 10 000 habitants dans les Alpes maritimes : Ville active PNNS (Programme National de Nutrition Santé), ville fondatrice de mouvat la semaine des collectivités territoriales pour la nutrition organisée par les éco-maires, ville adhérente à l'ANDRM, projet «bien manger, bien bouger» financé par le GRSP

⁽¹⁰⁾En moyenne pour 2008 à chaque repas nous avons servi 180g de légumes, 110g de fruits, 10g de condiments et 0,03 bouquet d'herbes aromatiques pour chaque rationnaire.

⁽¹¹⁾Evolution du coût de la part alimentation

2005 - 1.19€

2006 - 1.25€

2007 - 1.53€

2008 - 1.75€

2009 - 1.80€

Harpean

Kalakari

Hiru neskatxa egurketa zebiltzan, Lourdesetik hurbil, erreka-ondan.

Bi handienak erreka-ondan iragan ziren, baina hirugarrena, eri izanez, ez zen ausartzen, ura ikaragarri hotza baitzen.

-Gu bezala egizu! Oihukatu zioten besteek.

Hartan berean, bakarrik gelditu zenak azantza entzun eta memento berean mugimendu bat senditu zuen bere gibelean. Itzuli eta goraxeago zegoen harpearen aldera begiratu zuen.

Argi bat ikusi zuen. Harpearen sarreraraino hurbildu zen, barnera behatu...

Argia itzali zen bainan han, barnebarnean, bazen forma xuri bat...

Oi mirakulua!

Xuriz beztitu emazte bat ikusi zuen!

Sesiturik, belaunikatu zen eta arrosarioaren errezatzen hasi. Emazteak istant batez so egin zion, poz keinu bat egin eta, fisik erran gabe, desagertu zen.

Neskatxa, harririk, ez zen ausartu barnago sartzera. Bere lagunengana itzuli zen berehala.

- Mirakulua! Ama Birjina agertu zait!

Eta hiruak lasterka itzuli ziren herri-herri.

Orduan, harpearen barnean, emaztea gizonari hurbildu zitzaion:

- Lasai! Nire azpiko arropa xuriek, inoiz horrek uste izan du Ama Birjina nintzela!

- Zer xantza izan dugun! Beharrik ez nau ikusi! erantzun zion bere maitaleak.



Deux façons de changer le monde!

Qu'elles partent de la structure... ou du changement de nos modes de vie... on a besoin des deux !

Mot de conclusion de la conférence de Christophe Aguiton d'Attac au Forum de Bayonne sur le Changement Climatique.

Comment changer le monde ?

Tout le monde a des tas d'idées, on peut en discuter des heures...

Mais très vite on trouve 2 types de réponses universelles pour changer le monde :

✓ **Changer "ses structures"** : prendre le pouvoir, changer les lois, les règlements, obliger une transformation dans les rapports de force internationaux, etc.

✓ **Changer nos modes de vie** : notre façon d'agir au quotidien (dans l'éducation (comment faire pour que nos enfants apprennent des choses différemment), dans la consommation, dans la production, etc.) et la façon de vivre en général.

Sur les questions climatiques, ces deux façons sont au coeur des débats... et on voit bien qu'on a besoin des deux méthodes pour arriver au changement.

Dans la pratique, chacun va intervenir avec ses spécificités et ses traditions.

La crainte c'est que l'un l'emporte sur l'autre.

Dans la **tradition française** changer le monde c'est descendre dans la rue, la grève générale, la révolution...

Dans l'**Allemagne** et l'**Italie** il y a une culture, celle des centres sociaux et de culture alternative plus forte.

Au **Pays Basque** il semble qu'on trouve les deux traditions.

Le vrai objectif c'est de considérer qu'il faut agir à tous les niveaux : de nos modes de vie au quotidien, en interpellant les municipalités, départements, régions, zones culturelles, etc. Et plus haut car les multinationales sont là.

Il y a des réglementations qui doivent venir d'en haut, d'accords internationaux, etc. mais aussi d'en bas ou issus des pratiques d'en bas.



"Le Pays Basque semble avoir la double tradition"

Si on est capable de changer la façon dont les villes imposent des règles, quotas ou façons de faire... ça va aussi changer beaucoup de choses.

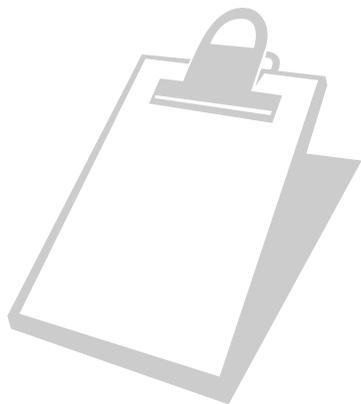
La réflexion mérite d'être poussée sur ces pratiques politiques mises en place dans les Campagnes en faveur de Copenhague et qui ont eu pour objectif d'agir à tous les niveaux.



L'Agenda de la Fondation

PUBLICATIONS DE LA
FONDATION MANU ROBLES-ARANGIZ :

"*Esan eta egin*", Joxe Elorrietari elkarrizketa:



Alda!ren bloga :
www.mrfundazioa-alda.org

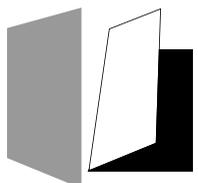


Manu Robles-Arangiz Fundazioak argitaratu azken liburua da.

Joxe Elorrietari Imanol Murua Uria kazetariak egindako elkarrizketak ELAren historia hurbila ezagutzeko parada emaiten du.

Gernikako Estatutuari baiezkoa emate-tik, Estatutua hil egin dela aldarrikatu eta autodeterminazio eskubidea ipartzat hartuta abertzaleen arteko indar metaketaren bidetik prozesu soberanista bultzatu nahi izatera pasatu den ELA bai eta ere aurreneko Eusko Jaurlaritzekin sintonian lan sindikalerako egitura instituzionalak eraikitzen zuzenean lagundu ondoren, parte hartze instituzionalari lehen-tasunik eman ez eta kontrabotereko sindikalgintzaren bideari ekin dion sindikatu ezagutzeko para eskaintzen du denek irakurtzeko gisan den liburu honek.

Liburua salgai da Elkar Megadendan.



MANU
ROBLES-ARANGIZ
INSTITUTUA

Fondation Manu Robles-Arangiz Institutua
20, Cordeliers karrika
64100 BAIONA
☎ + 33 (0)5 59 59 33 23
www.mrfundazioa.org

Zuzendaria
Dani Gomez
Ipar Euskal Herriko arduraduna
Txetx Etcheverry
Alda!ren koordinatzailea
Xabier Harlouchet

Politique linguistique

Erramun Bachoc, la semaine dernière, faisait ici le bilan des trois premières années de l'Office public de la langue basque. Estebe Eyherabide, directeur de l'Office, nous trace les perspectives.

ENBATA: *Le groupement d'intérêt public - Office public de la langue basque (GIP-OPLB) créé en 2004 pour une durée de 6 ans, arrive à son terme en août prochain. L'OPLB prépare donc son renouvellement. Comment vous y prenez-vous?*

Estebe Eyherabide: L'OPLB est un Groupement d'intérêt public (GIP) qui réunit l'Etat, la région Aquitaine, le département des Pyrénées-Atlantiques, le Syndicat intercommunal pour le soutien à la culture basque (SISCB) et le Conseil des élus du Pays Basque (CEPB).

A la veille de son renouvellement — un GIP est toujours créé pour un temps donné — le Président de l'OPLB, Max Brisson, a tout d'abord demandé aux services de l'Etat qu'une mission d'Inspection soit nommée. Il s'agit de procéder à une évaluation de l'action menée par l'Office afin d'apprécier le plus objectivement possible la qualité et l'étendue du travail réalisé à travers un regard expert extérieur sur les orientations de notre politique, sur les modes de mise en œuvre de notre action. Nous sommes dans l'attente de ce rapport d'Inspection pour cette fin d'année. Le Président a également demandé à l'équipe permanente de l'Office de procéder d'une part à une autoévaluation de l'action menée jusqu'à ce jour au regard du Projet de politique linguistique adopté en 2006; et d'autre part, de travailler à l'élaboration d'un avant-projet de «feuille de route» de l'action de l'Office pour les six années à venir.

Enb.: *Quels sont les principaux enseignements que vous retirez du bilan 2005-2009 de l'action de l'Office?*

E. E.: Tout d'abord, le bilan met en évidence que l'OPLB a rempli la mission pour laquelle il a été créé, à savoir définir et mettre en œuvre progressivement une politique publique et concertée en faveur de la langue basque. Pour cela, de nombreux partenariats institutionnels ont été noués qui nous ont permis de construire des politiques linguistiques pérennes structurantes dans certains domaines tels que la petite enfance ou l'enseignement par exemple.

Ensuite, si nous évaluons notre action au regard du Projet de politique linguistique adopté en 2006 — notre document cadre de l'action à mener dans la décennie à venir — nous constatons:

- Un investissement qui a été priorisé dans les domaines de la transmission de la langue à travers la petite enfance — dispositif de labellisation des crèches — et l'enseignement — politique de développement de l'offre dans l'enseignement général.

- Des interventions ponctuelles dans les domaines de l'usage de la langue: médias, édition, vie sociale.

Le choix d'investir en priorité le champ de la transmission de la langue répondait à l'urgence. Chacun sait aujourd'hui que la transmission de l'euskara dans le cercle familial ne se fait plus. L'enseignement devient donc le principal vecteur de transmission de la langue. C'est pourquoi, avec l'Education nationale, nous avons mis en œuvre un plan de

- et enfin, l'utilisation et la visibilité d'une langue dans la vie sociale sont sources de motivation pour les jeunes générations pour apprendre et utiliser la langue; et également pour inciter ceux qui savent le basque à le parler.

En l'absence de politique volontariste en matière d'utilisation de la langue, il y a un risque de voir la langue basque devenir une langue d'enseignement, la langue de l'école. La langue doit être visible et pratiquée dans la vie sociale pour qu'on réponde à notre objectif majeur, c'est-à-dire «produire» des locuteurs complets.

Enb.: *Comment avez-vous l'intention d'investir les domaines de l'usage de la langue?*

E. E.: L'OPLB se propose aujourd'hui de remplir sa mission en matière de développement de l'usage de la langue basque en investissant simultanément tous les domaines de l'usage, à savoir, les médias, l'édition, les loisirs et la vie sociale. Chacun de ces domaines sera investi de manière progressive et cohérente. Il s'agit, comme nous l'avons fait dans le domaine de l'enseignement, de



Estebe Eyherabide, directeur de l'Office public euskara

développer l'offre d'enseignement qui porte déjà ses fruits. De 6.000 élèves en 2004, nous sommes passés à près de 8.000 élèves à la rentrée 2009 dans l'enseignement primaire, cela représente aujourd'hui près du tiers des effectifs élèves du Pays Basque. Nous devons aujourd'hui conforter ce développement de la transmission par une politique volontariste de développement de l'usage de la langue pour que notre politique linguistique soit efficace.

Enb.: *C'est-à-dire?*

E. E.: Tous les sociolinguistes s'accordent à dire aujourd'hui qu'une politique linguistique n'est efficace que si on agit simultanément sur la transmission et l'usage de la langue. Il est en effet nécessaire d'agir à la fois sur l'usage et la transmission car:

- la transmission ne suffit pas si l'on veut que la langue soit sauvegardée et utilisée;
- l'usage est une étape incontournable de l'apprentissage de la langue;

construire une politique structurée partenariale dans chacun des domaines de l'usage de la langue.

Par exemple, dans la vie sociale, nous souhaitons investir prioritairement le développement de l'usage de la langue dans le secteur des services publics. Ainsi, nous souhaitons renforcer prioritairement notre partenariat avec les collectivités locales pour développer la présence de l'euskara dans la vie publique de proximité. Il s'agit par exemple, de structurer et renforcer l'appui apporté aux collectivités locales pour les accompagner dans une démarche de plus grande utilisation de l'euskara dans les services ouverts au public: mairies, médiathèques, services périscolaires... Le partenariat OPLB/Collectivités locales sera l'outil privilégié dans la politique de développement de l'usage de la langue dans la vie sociale. Ceci n'est qu'une illustration de ce que l'on souhaite faire dans l'avenir. Pour chacun des domaines de l'usage de la langue (médias, loisirs...), je le répète,

nous devons mettre en œuvre peu à peu une politique publique linguistique structurée et partenariale.

Cette montée en puissance de l'action de l'Office en faveur du développement de l'usage de la langue ne veut pas dire que nous abandonnons le chantier de la transmission de la langue. Au contraire, nous allons poursuivre notre action de développement de l'offre d'accueil de la petite enfance et d'enseignement en langue basque. Nous projetons ainsi d'investir des nouveaux domaines stratégiques comme l'accueil familial de la petite enfance (assistante maternelle), l'enseignement technologique et professionnelle, l'enseignement agricole ou encore l'enseignement supérieur où peu d'offre d'enseignement en basque existe; et où pourtant les besoins sont importants comme par exemple en formation initiale des métiers du secteur de la santé et du social: aide à la personne, accueil des jeunes enfants, ATSEM...

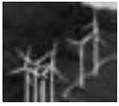
Enb.: *Vous avez présenté les nouvelles perspectives de l'action de l'OPLB pour les six années à venir. Comment cela se mettra-t-il en œuvre?*

E. E.: Tout d'abord, il est important de préciser que toutes les orientations présentées sont le fruit de réflexions menées en conseil d'administration de l'Office et lors de deux réunions plénières du Comité consultatif.

Le 15 décembre, le conseil d'administration de l'OPLB a adopté ce que nous appelons le Cadre opérationnel provisoire 2010-2016 de l'action de l'Office public. Ce document reprend les orientations majeures, dont les principales sont une montée en puissance de l'action de l'OPLB en matière de développement de l'usage de la langue et la volonté de construire des politiques publiques linguistiques structurées et partenariales dans chacun des domaines investis.

Ce Cadre opérationnel est provisoire car d'une part, nous devons tenir compte des préconisations du rapport d'Inspection de l'Etat, et d'autre part, nous engageons une démarche de concertation participative avec les membres du Comité consultatif dans les premiers mois de 2010 pour affiner et enrichir notre «feuille de route» en terme de priorités et de modalités de mise en œuvre des actions pour les six années à venir.

A l'issue de cette phase de concertation, le conseil d'administration adoptera en juin prochain le Cadre opérationnel définitif 2011-2016 au moment du renouvellement du GIP.



Bizi au Sommet de

21 membres de la jeune association abertzale écologiste, Bizi, rentrent d'enthousiastes des rencontres qu'ils y ont faites mais terriblement déçus et inquiets du résultat. Témoignage pour Enbata.

ENBATA: Le sommet de Copenhague s'est conclu par un échec, à qui la faute? On évoque celles des USA, de la Chine, des grands pays émergents...

Bizi!: Ce que nous avons pu voir à Copenhague, c'est en fait un vrai bras de fer entre pays du Sud et pays industrialisés. Le réchauffement climatique est la première question politique planétaire à solidarité obligatoire. Pour la première fois, les pays riches sont obligés de tenir compte des pays du Sud de par la capacité de nuisance que ceux-ci au-

acheter des «droits à polluer» par divers investissements dans les pays du Sud qui non seulement n'auront rien à voir avec les besoins réels de ces derniers mais qui pourraient avoir des conséquences catastrophiques pour leurs populations: agro-carburants, destructions des forêts primaires, privatisation des sols etc.

Enb.: Mais concrètement, quelles sont les positions qui ont bloqué les négociations et causé l'échec du processus?

15% à peine en huit ans (de 2012 à 2020).

Bref, sur la base des positions actuelles des USA et de l'Union européenne, on estime qu'on va tout droit vers une hausse de température se situant entre +3,2 et + 4,9°C d'ici la fin du siècle, et une montée du niveau des océans située entre 60 cm et 2,9 mètres, sans compter la hausse importante due à la désintégration des calottes glaciaires. Quand on est conscient que la différence de température moyenne de surface de la terre qui sépare l'ère glaciaire de notre climat actuel est d'à peine 5°C (et que cette élévation s'est faite en 10.000 ans et pas en 100 ans), quand on sait qu'au-delà de 2°C il y a un risque d'emballage climatique (c'est-à-dire d'effet boule de neige irréversible et incontrôlable), on peut qualifier l'attitude actuelle de nos gouvernants de criminelle. En l'état actuel des choses, on risque fort de franchir les 2°C dès 2050!

Enb.: Comment expliquez-vous cet aveuglement?

Bizi!: Les pays industrialisés sont conscients des enjeux, ils ne contestent aucune des données du GIEC, mais il n'y a aucune volonté politique pour mettre en branle les changements de politique, de système, nécessaires à la réalisation des préconisations du GIEC. On est en train de sacrifier les conditions d'existence des générations qui vivront entre 2050 et 2100, c'est-à-dire des enfants qui naissent en ce moment mais également tous ceux qui ont moins de 40 ans aujourd'hui. On est en train de saper les conditions de vie civilisée sur la terre. On compromet l'avenir de l'Humanité, tout ça pour qu'une minorité puisse continuer à jouir encore

quelques années de plus de ce système économique complètement insoutenable pour la planète. Le rapport de force des peuples n'est pas encore à la hauteur de la puissance de lobbying, d'influence et de pression des multinationales et du monde de la finance.

Face à cela, le grand signe d'espoir dont est porteur Copenhague est l'émergence d'une force mondiale qui va lutter pour changer le cours des choses, contraindre les gouvernants à changer de cap, mettre en place des alternatives locales et mondiales à ce système aberrant. Tant dans la grande manifestation qui a réuni 100.000 personnes le samedi 12 décembre que dans le Klimaforum, le Forum alternatif de Copenhague, ou dans les actions massives qui avaient lieu tous les jours, nous avons vu concrètement cette jonction entre ONG environnementalistes, mouvements sociaux, syndicats, mouvements paysans, peuples indigènes etc. Cela donnait un caractère massif, plein d'énergie et de créativité, à la fois déterminé, radical et porteur de propositions concrètes, de mots d'ordre pleins de bon sens aux manifs et aux réunions. Et l'autre chose frappante, c'est qu'il y avait beaucoup, beaucoup de jeunes. Il y a une nouvelle génération militante qui se constitue autour de ces questions là.

Enb.: Mais peut-on espérer que ce moment fort de mobilisation aura une suite et s'inscrira dans la durée?

Bizi!: Un vrai pas en avant a été constitué à notre sens par rapport aux Forums sociaux mondiaux et autres rassemblements altermondialistes de cette dernière décennie. Là, ce qui nous réunissait n'était plus seulement d'être



La rue de Copenhague (Photo: Rafoto)

raient si on ne trouve pas d'accord global. Il est illusoire de demander aux pays pauvres de freiner leurs émissions de gaz à effet de serre si les pays du Nord ne réduisent pas massivement les leurs et s'ils ne déboursent pas de quoi aider le Sud à la transition énergétique et à l'adaptation aux premières conséquences du réchauffement climatique. Il faut être conscients que selon un récent rapport de la Banque mondiale, les pays en développement vont supporter 80% des dégâts occasionnés par les dérèglements climatiques alors qu'ils ne sont à l'origine que de 30% des émissions de gaz à effet de serre. Il y a là une véritable injustice climatique à laquelle les pays du Nord ont une obligation morale, mais également un intérêt réciproque, d'apporter une réponse satisfaisante.

Au-delà des enjeux purement environnementaux se joue un nouvel ordre mondial, le rééquilibrage des rapports Nord-Sud, le renforcement ou non de l'ONU face aux G20, OMC, Banque mondiale et autres FMI. Il y a également des tentations néo-coloniales de la part des pays riches qui aimeraient bien pouvoir continuer à polluer et

Bizi!: Les pays du Nord, malgré tous leurs grands discours, n'ont pas du tout été à la hauteur des enjeux historiques de Copenhague. Ils ont joué en permanence au poker menteur et n'ont à aucun moment annoncé d'engagements à la hauteur des recommandations des scientifiques du GIEC, alors que les pays du Sud s'appuyaient en règle générale sur ces recommandations comme bases objectives devant inspirer les mesures à prendre.

La réalité de ce que les pays du Nord proposent concrètement n'a rien à voir avec la communication qu'ils réalisent auprès de leurs opinions publiques. Par exemple, l'Union européenne ne proposait qu'une réduction d'émissions de 20% d'ici à 2020 là où le GIEC en demande 25 à 40%. Mais en outre, plus de la moitié de ce chiffre peut être remplacé par des achats de crédits carbone liés à des réductions effectuées dans les Pays du Sud.

Or, selon une étude des chercheurs de l'université de Standford, jusqu'à 60% de ce genre de crédits sont bidons. Un simple calcul indique dès lors que la réduction effective d'émission de l'Union européenne ne pourrait être que de



Débat et consignes pour la journée



e Copenhague

Politique linguistique

... du Sommet pour le climat de Copenhague.
...ultat négatif de ce rendez-vous historique de cent chefs d'Etats.

☞ (Suite de la page 9)

contre quelque chose, de dénoncer telle ou telle politique. C'était bien plus de revendiquer telles mesures concrètes, tels objectifs chiffrés. Contrairement au sommet officiel du COP 15, le Klimaforum a même réussi à déboucher sur un Accord intitulé «Déclaration des peuples du Klimaforum 09» qui est une véritable base programmatique pour le mouvement international qui va continuer à s'amplifier et à se renforcer au cours de l'année 2010. Cette Déclaration est des plus intéressantes et nous vous invitons à la télécharger sur le blog de Bizi (www.copenhague2009bizi.org) et à la lire.

La Déclaration des peuples du Klimaforum nous interpelle particulièrement au Pays Basque en affirmant haut et fort: «L'un des aspects de ce concept est la nécessité de revenir aux communautés locales à la place du marché mondial comme base sociale, politique et économique fondamentale. La cohésion sociale, la participation démocratique, la responsabilité économique et environnementale ne peuvent être atteintes que par le rétablissement des prises de décision à l'échelle appropriée la plus basse. C'est une des leçons fondamentales que nous avons apprises des cultures et communautés locales à travers le monde».

Enb.: Avez-vous eu accès au centre de réunion des institutions et des ministres?

Bizi!: Non, bien évidemment, déjà les grandes ONG avaient du mal à avoir le nombre d'accréditations suffisantes... Nous étions représentés au sommet officiel par les délégués des coalitions auxquelles Bizi appartient, à savoir Urgence climatique justice sociale et Climate Justice Now. Un point d'information était réalisé le matin sur ce qui s'était passé la veille, dans une des grandes salles du Klimaforum.

Enb.: Etiez-vous considérés comme la délégation du Pays Basque?

Bizi!: De facto, c'est un peu ce que nous étions. Nos ikurriñas servaient de repaire dans les manifs et actions auxquelles nous participions, et on avait pas mal de «gora euskadi» à notre passage. Tout le monde disait «Ies Basques de Bizi» et nous étions une nationalité de plus, très naturellement, aux côtés des Belges, Irlandais, Anglais, Français, Espagnols qui constituaient les 800 militants passagers du «Train pour Copenhague». Au niveau des français, Bizi! était déjà bien connu et nous avons eu pas mal de compléments sur le travail que nous avons réalisés ces derniers six mois.

Enb.: A la lumière du séjour de Bizi à Copenhague, pensez-vous qu'un nouveau traité puisse être conclu, répondant aux mesures écologiques nécessaires à l'arrêt du réchauffement du climat?

Bizi!: Les seules batailles perdues d'avance sont celles qu'on ne livre pas. Nous n'avons pas d'autre choix que de mener et gagner cette bataille là. Si nous ne la menions pas, comment pourrions-nous demain regarder nos enfants les yeux dans les yeux?

De puissants intérêts économiques et politiques tirent dans un sens, celui d'une absence de protocole contrai-

du pouvoir, ce mouvement doit être construit de la base vers le sommet. Nous avons besoin d'une alliance large de mouvements environnementaux et sociaux, de syndicats, de paysans et de toutes les autres personnes partageant nos convictions afin de travailler ensemble dans notre lutte quotidienne aussi bien au niveau national qu'international. Une telle alliance implique dans le même temps un nouvel état d'esprit et de nouvelles stratégies. Ce mouvement mondial doit être capable non seulement de réagir aux pratiques non-durables mais également de montrer par l'exemple comment une nouvel-



Les ONG très présentes

gnant et ambitieux. Il faut un rapport de force populaire pour tirer dans l'autre sens. Pour cela, il faut construire une force mondiale capable de peser de manière décisive, au niveau local et au niveau global. L'enjeu est également que cet Accord, cette transition, soient justes, qu'ils se concrétisent par des moyens et sous des formes qui ne créent pas encore plus d'injustice et de barbaries, comme certaines des propositions des pays du Nord en sont porteuses (marchés carbone, agro-carburants, MDP, nucléaire etc.) mais au contraire plus d'égalité, de solidarité, de justice sociale...

Répondre dans le même temps au deux grands défis de l'urgence écologique et de la justice sociale, et être capables de gagner la bataille, c'est l'ambition contenue dans la Déclaration des peuples du Klimaforum 09 qui se conclut ainsi:

«Indépendamment de l'issue du Sommet de Copenhague, il y a un besoin urgent de construire un mouvement des mouvements mondial consacré à la promotion d'une transition durable dans nos sociétés.

Contrairement aux structures actuelles

le économie durable peut fonctionner. Nous, participant(e)s, communautés et organisations sociales au Klimaforum 09, sommes tous engagés, à nous appuyer sur les résultats obtenus par cet événement, pour poursuivre la construction d'un mouvement mondial des mouvements. Cette déclaration vise à être une source d'inspiration pour les développements ultérieurs d'un tel mouvement en indiquant la direction générale dans laquelle nous nous inscrivons. Nous pouvons, ensemble, réaliser des transitions durables pour un futur durable. Rejoignez-nous!».

C'est le sens et la perspective du combat de Bizi! et ceux et celles qui veulent également apporter leur pierre à cet édifice sont les bienvenus(e)s parmi nous(1).

(1) L'adhésion annuelle à Bizi! est le moyen le plus simple de renforcer son action, et d'être régulièrement tenu au courant de ses débats et de ses projets. Elle coûte de 10 à 50 euros selon les revenus (voir tous les détails sur le blog www.copenhague2009bizi.org), réglable par carte bancaire sur le blog, ou par chèque à l'ordre de Claude Guignabert à renvoyer à «Bizi!, 22, rue des Cordeliers 64 100 Bayonne».

Enb.: Vous ne nous avez pas parlé des moyens?

E. E.: Dans les discussions préparatoires à l'élaboration du budget 2010, l'ensemble des membres de l'OPLB —Etat, région, département, communes— ont acté les nouvelles orientations stratégiques opérationnelles et la nécessité de revoir la voilure budgétaire de l'Office. L'année 2010 sera une année de transition avec un budget en augmentation par rapport à 2009. Le budget 2010 est une première traduction de la philosophie générale de l'avant-projet provisoire de «feuille de route» 2010-2016 qui donnera la possibilité d'augmenter les dotations allouées aux politiques de développement de l'usage de la langue (médias, vie sociale, loisirs...) et de renforcer les moyens humains de l'Office pour lui permettre d'investir ces nouveaux champs.

Ces nouveaux choix stratégiques se traduisent par un budget 2010 en augmentation de 500.000 € par rapport à 2009 passant ainsi de 2,5 à 3 million d'euros, de manière à initier, dès 2010, la mise en œuvre des nouvelles orientations.

Au-delà des moyens nouveaux alloués à la politique linguistique, c'est surtout une reconnaissance de la part de l'ensemble des pouvoirs publics de la nécessité de poursuivre et renforcer la construction d'une politique structurée en faveur de la langue basque.

Budget 2010 recettes:

Etat	740.000
Conseil régional	740.000
Conseil général	740.000
Syndicat intercommunal	221.500
Conseil des élus	24.500
Gouvernement basque	470.000
Budget 2010	2.936.000

Ce budget est en augmentation de 400.000 € sur celui de 2009, soit 120.000 € de plus pour chaque partenaire (Etat, région et département) et 40.000 € pour le Conseil des élus du Pays Basque et le Syndicat intercommunal de soutien à la culture basque.

A ces 400.000 € d'augmentation il faut ajouter 120.000 € pour la rédaction d'un dictionnaire financé à égalité par la région et le département.



Quelle(s) identité(s) ?

QUE çà (me) plaise ou non, j'ai au moins deux identités: l'une basque, l'autre française. Je ne les ai pas choisies. Chronologiquement je suis basque d'abord: à ma naissance je suis tombé dans la potion magique de l'euskara. C'est ma langue-mère, je n'en ai pas connu d'autre jusqu'à mes six ans. A partir de cet âge, le français a été pour moi la langue de l'école, d'abord comme élève, ensuite comme enseignant: avec moi elle n'en est guère sortie, car je me suis toujours appliqué à utiliser la langue basque avec tous ceux qui la savent. Pourtant j'ai vite appris à aimer ma seconde langue; au collège-lycée j'étais fier de remporter chaque année le prix de français devant mes collègues unilingues de Mauléon-Licharre et des chefs-lieux de cantons voisins. J'avais aussi la passion de l'histoire et de la poésie, françaises évidemment, car je n'en connaissais pas d'autre, sauf quelques chants des deux Etchahun. Telle est ma francitude, comme dirait Ségolène Royal. Pour autant elle n'a jamais éclipsé ma basquitude, comme aurait dit Aimé Césaire.

«La langue basque est une patrie...» écrivait Victor Hugo. Je dirai plutôt «*matrie*»: terre-mère, langue-mère, Euskal Herria est dépourvue des attributs virilement guerriers tels que l'Etat et l'armée qui font la patrie: française ou autre, celle-ci est un patriarcat autoritaire qui sacrifie périodiquement ses fils au dieu Mars, à moins qu'une transcendance plus exigeante (théiste, déiste ou athée suivant le cas) ne bloque son glaive égorgeur, comme dans le cas d'Abraham, histoire probablement symbolique, en tous cas hautement pédagogique, marquant l'interdiction des sacrifices humains. J'ai donc reçu de ma famille souletine un matriotisme linguistique apolitique et

Jean-Louis Davant

non-violent qui était largement celui des Basques du Nord vers le milieu du XX^{ème} siècle, dans la méconnaissance de tout abertzalisme sabinien.

«Citoyen français de nationalité basque»

«Citoyen français de nationalité basque» comme dira plus tard *Enbata*, je gérais ma double identité dans une coexistence paisible. Ma petite patrie basque faisait bon ménage dans mon esprit avec le grand protecteur français, jusqu'à la guerre d'Algérie. Là ce fut la déchirure, le choc

n'était pas proposée au libre choix des Algériens; on cherchait à la leur imposer par la force et la violence. En face le FLN en faisait autant et même pire pour la patrie algérienne, mais au moins il luttait sur son terrain. De fil en aiguille je dus reconnaître qu'à moi non plus on ne m'avait pas demandé si je voulais être français. Par dessus le marché l'on ne m'imposait pas une simple citoyenneté, mais un changement total d'identité linguistique et socio-culturelle. Cet absolutisme nationaliste choqua profondément mon atavisme paysan, allergique à tout formatage imposé par la Ville et son Etat... Au retour d'Algérie je découvrais les premiers numéros d'*Enbata*. Bientôt j'entrais en existentialisme basque fédéraliste et je m'y trouve bien.

Il m'étonnerait que mes états d'âme intéressent tant soit peu les dirigeants de l'Etat français.

Mais ils devraient connaître et respecter ce principe fondamental du droit: l'on ne peut exiger d'une personne que le respect des lois, des règlements et des contrats. Etre français aujourd'hui, n'est-ce pas être citoyen de la République française, avec des devoirs et des droits précis, et en toile de fond une belle devise assez peu honorée jusqu'ici: Liberté, Egalité, Fraternité? A ce niveau, le travail ne manque pas! Faudrait-il donc ajouter au Décalogue républicain des commandements supplémentaires?

J'allais l'oublier: l'on n'impose pas la nationalité française aux immigrés, bien au contraire, on la refuserait plutôt à ceux qui la demandent, surtout s'ils sont musulmans. La question posée par le ministre à double casquette ne serait-elle qu'un piège à immigrés? Or je suis un immigré de l'intérieur: indigène basque, noir albinos, indien dans la ville, décrété citadin, volontaire désigné, en fin de compte citoyen français de nationalité basque.



moral ouvrant la voie au divorce intellectuel: contrairement à la belle idéologie officielle se réclamant d'Ernest Renan, l'identité française

Kopenageko izpiritua

(Bigarren orrialdearen segida)

rentzat edo osoarentzat hartu behar den bidea borroka zibil eta demokratiko batetik segitu behar dela. Alderdiak, sindikatuak hasten dira mugitzen beren indarrak biltzeko eta aurrerapausoak emateko. ETA bezalako egitura batek denbora ainitz eman du hori ulertzeko bainan iduri luke bere hautua egina duela. Beste galdera bat pausatzen da orain. Nork du bere gain hartuko polo soberanista bat gidatzea? Azken egun hauetan argitaratuak izan diren artikulu edo prentsa ageri batzuetan, argi da joko lanjerosetan fite lerratzen edo erortzen ahal dela. Kopenagetik atxikitzen ahal dugun elementua da erresistenzi pro-

sesu baten aniztasuna garrantzitsua dela. Bixtan dena, senditzen da ezker abertzale ofiziala polo horren bizkarrezura izanen dela hastapen batean (eta argiago erraiteko nahi duela ere), ez du erran nahi berak dituela edo bakarrik dituela pausaldi guziak eramanen. EA, Aralar, AB, ELA eta hainbat eta hainbat eragile bloke berri baten eraikuntzan kokatzen dira ere, Euskal Herriko eremu geografiko, soziologiko edo ekonomiko batzuetan, ezinbestekoa izanen baitira beren eragina eta ahalmenak. Konfrontazio demokratiko bat lantzeko bi estaden aintzinean, importantea da lehenik polo sendo bat eraikitzea nun eragile guziek toki bat ukanen duten minutu bat ez galtzeko gure tenorea berriz presentatuko delarik.

Sommaire

- Cahier n°1 Enbata
- Politique linguistique 5
- Bizi au Sommet de Copenhague 10 et 11
- Cahier n°2 «Alda!» quatre pages de 5 à 8

■ *Enbata*, hebdomadaire politique basque, 3 rue des Cordeliers, 64100 Bayonne. Tél.: 05.59.46.11.16. Fax: 05.59.46.11.09. Abonnement d'un an: 60€. Responsable de la publication: Jakes Abeberry. Dessins: Etxebeltz. Imprimerie du Labourd, 8 quai Chaho à Bayonne. Commission paritaire n°0312 C 87190. Mail: enbata@wanadoo.fr

Notre couverture: La délégation basque de Bizi au Sommet de Copenhague sur le climat (Photo: Ratoto).